

COMPTE RENDU

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2008

* * * * *

Etaient présents : MM. PINHO, KREMER, Mme BARTHELEMY, MM. PERISSE, CHARPENTIER, CHUARD, CIAPPELLONI, DUBOIS, Mme GERDOLLE, MM. GRBIC, HORNBECK, JACQUOT, Mme KALTENECKER, M. MARQUIS, Mme MAZZUCOTELLI, Mme OLDRINI, MM. PERROT, SIMON et Mme WAZYLEZUCK.

M. HESS et Mme HOLWECK, Mme NOEL, Mme ROUGEAUX ont délégué respectivement leur mandat à M. CHARPENTIER, M. PINHO, M. MARQUIS et M. DUBOIS.

M. CHUARD a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

* * * * *

CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE MULTIACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE – DEMANDE DE SUBVENTION FEDER – DCM N° 2008-91

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération N° 2008-59 du 27 juin 2008 sollicitant une subvention du FEDER pour la construction de la SMAPE.

Il l'informe que le plan de financement doit être exprimé en euros HT.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de construction d'une SMAPE,

ARRETE le plan de financement suivant :

<u>Dépenses HT</u>		<u>Recettes HT</u>	
Travaux	710 951,63 €	Subvention CAF	262 500,00 €
Bureau de contrôle	3 300,00 €	Subvention Conseil Général (28%)	221 565,00 €
Etude de sol	3 260,00 €	Subvention FEDER (28 %)	221 565,00 €
Coordination SPS	2 499,25 €	Fonds propres	85 674,88 €
Maîtrise d'œuvre	71 294,00 €	TOTAL	791 304,88 €
TOTAL	791 304,88 €		

AVENANT MARCHE AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA CRECHE – DCM N° 2008-92

Le Maire présente au Conseil Municipal le détail des travaux supplémentaires effectués par la société SCREG-EST dans le cadre des travaux d'aménagement des abords de la crèche, lot N° 1B, ainsi que celui des travaux non réalisés.

Ceux-ci s'élèvent à 12 479,71 € HT en plus et 12 635,10 € HT en moins, soit un solde négatif de 155,40 € HT.

Le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver l'avenant correspondant et de l'autoriser à le signer.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE l'avenant N° 1 d'un montant de – 155,40 € HT au marché d'aménagement des abords de la SMAPE, lot N° 1B, passé avec la société SCREG EST,

FIXE le nouveau montant du marché à 145 789,58 € HT,

AUTORISE le Maire à signer ledit avenant.

CONVENTION « REFUGE DU MORDANT » - DCM N° 2008-93

Le Maire informe le Conseil Municipal que la convention signée avec le Refuge du Mordant pour l'exploitation du service de gestion de la fourrière animale arrive à échéance le 31 décembre 2008.

Il lui propose de signer une nouvelle convention dans les mêmes termes que pour l'année 2008 et donne lecture au Conseil Municipal du nouveau contrat.

Le Conseil municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la nouvelle convention avec le Refuge du Mordant pour l'exploitation du service de gestion de la fourrière animale pour l'année 2009.

FIXE la rémunération de la prestation correspondante à 500 € HT pour l'année.

AUTORISE le Maire à signer le contrat annexé à la présente.

RENOUVELLEMENT CONTRATS DE MAINTENANCE INFORMATIQUE - DCM 2008-94

Le Maire présente au Conseil Municipal les nouveaux contrats de maintenance proposés par la société ADIC pour ses logiciels informatiques « Imprim » (imprimés administratifs) et « Recensement » (recensement militaire).

Il l'informe que ces contrats sont conclus pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction expresse, sans excéder 3 ans.

Il lui précise enfin que leur coût est resté inchangé, à savoir respectivement 143,52 € TTC et 80,73 € TTC.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les contrats de maintenance pour les logiciels « IMPRIM » et « RECENSEMENT » d'un montant respectif de 120 € HT et 67,50 € HT.

AUTORISE le Maire à les signer.

DECISION MODIFICATIVE N° 5 – DCM N° 2008-95

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'apporter au budget 2008 les modifications suivantes :

SECTION INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Art	Objet	Somme	Art	Objet	Somme
2128-44	Aménagement terrains divers	3 100			
2313-13	Travaux église	2 200			
2121-17	Plantations	- 5 300			
	TOTAL	0			

AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DE SERVICE DES ECOLES ET DE LA CRECHE – DCM N° 2008-96

Le Maire informe le Conseil Municipal que la suppression de l'école le samedi matin et l'ouverture de la crèche nécessitent un aménagement du temps de travail des agents de service.

La répartition des tâches s'en trouve modifiée et il a été proposé aux trois agents concernés les aménagements suivants.

Le poste 1 concernerait l'entretien de la crèche (15 h par semaine) et du bâtiment « direction » de l'école Banvoie (10,64 h par semaine), soit un total mensuel de 111,11 h.

Le poste 2 assurerait l'entretien du deuxième bâtiment de l'école Banvoie (10,64 h par semaine) de l'annexe de l'école Banvoie (2 h par semaine) et du bâtiment central de l'école du Mont (5,32 h par semaine), soit un total mensuel de 77,83 h.

Enfin, le poste 3 se verrait confier l'entretien des deux ailes de l'école du Mont (7,98 h par semaine pour chaque bâtiment), soit un total mensuel de 69,16 h.

Les intéressées ont été consultées et ont donné leur accord.

Enfin, le Comité Technique Paritaire a été saisi, mais n'a pas encore transmis son avis.

Cependant, afin de ne pas perdre de temps, le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver ces nouvelles dispositions qui pourraient être mises en œuvre dès réception de l'avis favorable du Comité Technique Paritaire.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Vu l'accord des agents intéressés,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE l'aménagement du temps de travail des adjoints techniques chargés de l'entretien ménager des écoles et de la crèche qui peut se résumer ainsi :

Poste 1 :

Bâtiment direction école Banvoie :	10,64 h/s
Crèche	: 15 h/s
TOTAL	25,64 h/s

Poste 2 :

2 ^{ème} bâtiment école Banvoie	: 10,64 h/s
Annexe	: 2 h/s
Bâtiment central école du Mont	: 5,32 h/s
TOTAL	17,96 h/s

Poste 3 :

Aile droite école du Mont	:	7,98 h/s
Aile gauche école du Mont	:	<u>7,98 h/s</u>
TOTAL		15,96 h/s

AUTORISE le Maire à mettre ce dispositif en oeuvre aussitôt qu'il aura reçu l'avis du Comité Technique Paritaire, à condition que celui-ci soit favorable,

OUVRE au budget les crédits nécessaires à la rémunération des agents.

CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL – ATTRIBUTION D'INDEMNITE – DCM N° 2008-97

Le Maire revient sur la question de l'attribution de l'indemnité de conseil à Madame le Receveur Municipal, débattue à l'occasion de la réunion du 24 octobre 2008. Il semble que la décision prise fasse suite à un malentendu et résulte également à l'absence d'indication de vote dans les procurations données par les conseillers absents ce jour là.

Le Maire demande donc au Conseil Municipal de revoir sa position et lui propose d'attribuer cette indemnité à ses taux maximum.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret N° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat.

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Après en avoir longuement débattu,

Arès avoir longuement débattu sur le mode de scrutin à adopter pour le vote de cette délibération,

A la demande de plus d'un quart des Conseillers présents,

DECIDE d'opter pour le scrutin public.

Les résultats du vote sont les suivants :

Ont voté pour l'attribution de l'indemnité de conseil à Madame le Receveur Municipal aux taux maximum prévus à l'article 4 de l'arrêté du 16 décembre 1983 :

M. PINHO, M. KREMER, Mme BARTHELEMY, Mme HOLWECK, M. PERISSE, M. HESS, M. CHUARD, Mme GERDOLLE, M. GRBIC, M. PERROT, Mme ROUGEAUX , M. SIMON

Ont voté contre cette attribution :

M. CHARPENTIER, M. JACQUOT, M. MARQUIS, Mme MAZZUCOTTELLI, Mme OLDRINI

Se sont abstenus :

M. CIAPPELLONI, M. DUBOIS, Mme KALTENECKER, M. HORNBECK, Mme NOEL, Mme WAZYLEZUCK.

ACQUISITION D'UN BIEN SANS MAÎTRE – DCM N° 2008-98

Le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes Moselle et Madon a sollicité de la commune qu'elle fasse usage des dispositions de la loi N° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux conditions d'appréhension des biens sans maître.

Cette demande concerne la parcelle AE 727 d'une superficie de 210 m² propriété de M. Ernest DUCOUR, dont on ne connaît ni le lieu, ni la date de naissance, ni l'adresse, ni même s'il est encore vivant, et les impôts fonciers ne sont pas payés depuis longtemps.

Cette parcelle est donc un bien présumé sans maître et pourrait être acquise par la commune.

Le Maire rappelle alors la longue procédure préalable à cette acquisition et que ce n'est qu'au vu des résultats de celle-ci que le Conseil Municipal devra délibérer une nouvelle fois.

Il demande donc au Conseil Municipal de décider dans un premier temps d'engager la procédure.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme réunie le 28 novembre 2008,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'engager une procédure d'acquisition de la parcelle AE 727, bien présumé sans maître, conformément à la loi N° 2004-809 du 13 août 2004,

AUTORISE le Maire à engager les recherches correspondantes,

AUTORISE le Maire à signer tout document se rapportant à cette affaire,

PRECISE qu'il se prononcera définitivement au vu des résultats de la procédure.

CREATION D'UN SYNDICAT D'AMENAGEMENT DE LA ZAC DU HAUT DES VACHES – DCM N° 2008-99

Le Maire refait l'historique des démarches entreprises et discussions menées depuis 2003 en vue de la création de la ZAC d'habitation du Haut des Vaches entre les communes de CHALIGNY et NEUVES-MAISONS.

Il rappelle que le Conseil Municipal avait validé le résultat de l'étude de faisabilité présentée en juin 2006, pour sa partie « habitat » uniquement, la partie viaire devant donner lieu à un complément d'étude.

Le Maire demande aujourd'hui au Conseil Municipal de se prononcer sur les conclusions de ce complément d'études.

Parallèlement, la question s'est posée de savoir comment serait assurée la maîtrise d'œuvre de cette opération.

La meilleure solution semble être la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) entre les communes de CHALIGNY et de NEUVES-MAISONS qui serait chargé de la création et de l'aménagement de la ZAC.

Le Maire demande donc au Conseil Municipal :

- d'approuver l'étude de faisabilité complémentaire de juin 2007,
- d'approuver la création d'un SIVU chargé de l'aménagement de la ZAC.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

VALIDE l'étude de faisabilité de la ZAC du Haut des Vaches, dans son ensemble,

DEMANDE la création d'un syndicat à vocation unique pour l'aménagement de la ZAC du Haut des Vaches.

REVISION DU POS DE MARON ET TRANSFORMATION EN PLU - DCM N° 2008-100

Le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de Monsieur le Maire de Maron en date du 30 octobre 2008, par lequel celui-ci demande au Conseil Municipal de CHALIGNY s'il souhaite participer à l'élaboration du projet de PLU ou émettre un avis lors de la consultation des services.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Vu l'avis de la commission urbanisme en date du 29 novembre 2008,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de ne pas participer à l'élaboration du projet de PLU de la Commune de MARON et de ne pas être consulté à l'occasion de la consultation des services.

DECLASSEMENT ET CESSION DE SENTIER – DCM N° 2008-101

Le Maire présente au Conseil Municipal la demande qui lui a été adressée par MM. STADLER et FOULON qui souhaitent acquérir le sentier qui longe leurs propriétés cadastrées AB 330, 331 et 328.

Ce sentier ne dessert que ces terrains et celui de M. PROFIT qui n'est pas intéressé par cette transaction et laisserait à M. FOULON le soin d'acquérir la partie du sentier qui sépare ses parcelles AB 338 et 339, quitte à procéder ultérieurement à un échange avec M. FOULON.

Un déclassement et une cession sont donc tout à fait envisageable, d'autant que personne d'autre que les riverains n'emprunte ce sentier.

Enfin, le Maire rappelle qu'en la matière, la commune a toujours pratiqué le même tarif, à savoir 15 € le m².

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Vu l'avis de France Domaine,

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de déclasser le sentier décrit ci-dessus, situé Grande Rue, matérialisé en vert et rose sur le plan annexé à la présente,

DECIDE de céder à M. Serge FOULON domicilié à SEXEY-AUX-FORGES (54550), 34 rue des Etangs, la partie de ce sentier matérialisée en rose, d'une superficie d'environ 35 m²,

DECIDE de céder à M. Pascal STADLER, domicilié à CHALIGNY, 46 bis Grande Rue, la partie de ce sentier matérialisée en vert, d'une superficie d'environ 11 m²,

FIXE le prix de cession à 15 € le m²,

CHARGE la SCP HUMBERT et FROMENT, Notaires à NEUVES-MAISONS, de la rédaction du ou des actes correspondants,

AUTORISE le Maire à signer tout document relatif à cette transaction,

PRECISE que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge des acquéreurs.